

La réalité économique du secteur de la biologie médicale en 2025

Beaucoup d'informations approximatives ou fausses sont dites et écrites sur le secteur de la biologie médicale, les laboratoires et les biologistes. Or voici la réalité de la situation en 2025.

1. Un secteur sous contrainte budgétaire

- L'enveloppe annuelle de la CNAM dédiée au remboursement des dépenses de biologie médicale est **stable autour de 3,8 Mds€** depuis plus de 10 ans.
- La **consolidation du secteur** s'est accélérée :
 - regroupements en réseaux (indépendants ou avec investisseurs) ;
 - amélioration et harmonisation de la **qualité des résultats** grâce à l'**accréditation obligatoire** ;
 - maintien d'une **pratique médicale de conseil** auprès des patients et prescripteurs grâce aux biologistes médicaux
- Les **synergies des grands réseaux** ont produit d'importantes **économies d'échelle** ayant permis:
 - Des baisses tarifaires très significatives : **jusqu'à -70% sur certains examens** en 10 ans ;
 - **6 Mds€ d'économies cumulées** pour la CNAM sur la même période (4).

2. Un modèle économique fragilisé par la dette

- Cette consolidation s'est réalisée en **levant de la dette** pour financer les acquisitions et moderniser les structures :
 - **12 Mds€ de dettes** pour les **6 principaux réseaux** (70% du marché) portées par les structures et les biologistes associés.
- Le discours de la CNAM évoquant une **rentabilité de 25%** [Chiffre CNAM pour 2022. Chiffre 2023 : EBE/CA = 17% (rapport IGAS)] est trompeur :
 - après déduction des investissements récurrents, des intérêts de la dette et des impôts,
 - **résultat net réel : entre 0% (voire négatif) et 7%** pour la majorité des laboratoires.
- En 2023, selon les données de la Banque de France, la rentabilité du secteur (Résultat net/CA) était de 12%. Il est passé à 2% en 2024 et les projections sont négatives pour 2025.

- Cette situation **s'aggrave et s'accélère depuis septembre 2024** avec une **nouvelle baisse tarifaire de 10%** (4).
- Les chiffres sont **audités et déclarés** : ils sont **vérifiables par toute administration**.

3. Deux réalités économiques distinctes mais comparables

a) Les grands réseaux

- Résultat opérationnel : **15% à 25%**, grâce aux économies d'échelle.
- Résultat net : **0% à 7%**, après déduction de la dette, des impôts et des investissements nécessaires au maintien de l'accréditation et à l'innovation.

b) Les petites et moyennes structures

- Résultat opérationnel : **5% à 15%**, sans synergies de réseau mais **sans dette**.
- Résultat net : **0% à 10%**.

Conclusion → En termes de résultat net, **l'ensemble du secteur est comparable et loin des 25% affichés par la CNAM** (3).

4. Les baisses tarifaires 2023-2024 : un choc économique

- Entre 2023 et 2024, les **baisses unilatérales** de tarifs ont atteint **près de 20%**.
- Ces décisions contraignent les laboratoires à **réduire massivement leurs coûts**.
- Le **rapport 2025 de la CNAM** (3) utilise encore les chiffres de **2018-2022**, période **exceptionnelle liée au COVID** :
→ les conclusions sont **déconnectées de la réalité actuelle** et **posent question sur la rigueur méthodologique et l'orientation des conclusions**.

5. Conséquences déjà visibles sur le terrain

- Fermeture de **sites peu rentables**.
- **Redressements judiciaires** en cours (déjà 5 structures et 100 sites concernés), certaines structures étant déjà en **liquidation**.
- Réduction des horaires : **nombreux laboratoires fermés l'après-midi**.
- **Dégradation des conditions de travail** pour les collaborateurs.
- **Moins de ramassages de prélèvements** par les infirmiers libéraux dans certaines régions.
- **Fermeture ou réduction de présence** dans les hôpitaux privés et EHPAD → **embolisation des urgences publiques**.
- **Abandon d'activités déficitaires** (ex. : **PMA**).

⚠ **Désertification médicale et dégradation du maillage territorial : déjà à l'œuvre et appelées à s'aggraver.**

6. Perspectives : un avenir préoccupant

- Les rapports **IGAS** et **IGF** recommandent **800 M€ d'économies supplémentaires**, probablement via de **nouvelles baisses tarifaires** :
 - Cela représenterait **-20% de revenus supplémentaires** pour un secteur où le résultat net varie déjà entre **0% et 10%**.
 - Un scénario jugé **irresponsable** et **porteur de conséquences dramatiques** :
 - sur le plan **médical** ;
 - sur le plan **économique** ;
 - sur le plan **social**.

7. Prévention en santé : un désaccord avec la position officielle

Le rapport IGAS-IGF 2025 affirme :

« L'élargissement des missions des biologistes médicaux à des actions de prévention peut être envisagé mais (...) n'aurait pas d'impact significatif sur la santé publique » (1).

- Cette conclusion repose sur **moins de 15 lignes dans une annexe d'un rapport de 494 pages**.
- Absence de **données probantes** et de **démonstration argumentée** :
 - Une **opinion subjective** plus qu'une **analyse fondée**

Références

1. Rapport IGAS IGF 2025 – *Pertinence et efficience des dépenses de biologie médicale*
2. Rapport IGAS IGF 2025 – *Causes et effets de la financiarisation du système de santé*
3. Rapport CNAM 2025 – *Rapport au ministère chargé de la Sécurité sociale et au Parlement sur l'évolution des charges et des produits de l'Assurance Maladie au titre de 2026*
4. Rapport Roland Berger 2024 – *Étude du secteur des laboratoires de biologie médicale libérale français*
5. Assurance Maladie 2024 – [Mieux dépenser](#)

Le rôle des biologistes médicaux dans la santé publique

Malgré les difficultés, les biologistes restent **mobilisés** :

- Ils proposent **d'élargir leurs missions en capitalisant sur leur maillage territorial et leur expertise 99,8% de la population vit à moins de 30 minutes d'un laboratoire (1)**.
- La **prévention** reste **un levier clé**, encore sous-exploitée en France :
 - Exemple : le dispositif **Mon test IST** :
 - Accès **direct au laboratoire**, sans ordonnance a permis de dépister 30% de patients supplémentaires en l'espace d'un an. **Près de 30 000 patients** dépistés Chlamydia positifs (4%).
 - Impact :
 - dépistage précoce → limitation des complications ; rupture des chaines de contamination
 - **économies immédiates** en termes de nombre de consultations médicales
 - **économies à terme** : plusieurs dizaines de millions d'euros pour l'Assurance maladie.